

# Attention ! Ce qui doit arriver arrive.

Posté le : 12 février 2016 12:38 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Cycles et conjoncture, Crise systémique, Monnaies et changes, Crise financière, hyperfiscalité, Economie et politique

Lors d'une récente conférence, un auditeur avait protesté violemment à un de nos commentaires : "les banques sont maintenant à nouveau solides. La crise financière est derrière nous. Dire le contraire est irresponsable et erronée". Telle était la critique virulente.

Nous venions d'affirmer que la perte latente de 12 mille milliards de dollars subie en 2007-2008 était loin d'être résorbée, étant entendu que le développement d'une dette nouvelle ouvrait à nouveau des perspectives douloureuses pour les organisations financières qui s'étaient engagées dans des opérations purement spéculatives. Faute de réforme du système monétaire et financier mondial en 2008, on allait à nouveau vers un krach bancaire et boursier qui serait moins grave en ampleur qu'en 2007-2008 mais malgré tout assez sévère.

Nous rappelions que les crises mondiales périodiques existent depuis longtemps, qu'elles commencent aux Etats-Unis et s'expliquent par des crédits aventureux qu'il faut bien résorber. Cette crise était à venir en 2016-2017. Les chutes brutales de prix, dans un environnement de crédits purement spéculatifs, étaient un signal fort que les banques allaient souffrir. Nous ne croyions pas que la chute verticale des prix du pétrole correspondait à un nouvel équilibre de l'offre et de la demande, propice à une croissance mondiale formidable, mais à l'effondrement d'une spéculation excessive identique à celui qui se produisait simultanément sur les marchés de toutes les matières premières. "L'alignement des planètes" n'était pas un mythe, mais l'effet bénéfique ne pouvait pas masquer que des forces telluriques étaient à l'œuvre dans les bilans des banques et sur les marchés de spéculation.

Nous ne sommes pas des catastrophistes adorant annoncer des horreurs ou se complaisant dans la critique acerbe pour le plaisir du défoulement. Simplement, nous pensons que les événements ont des causes. Si elles sont ignorées, les mêmes effets sont à attendre des mêmes causes. Nous le disons depuis l'erreur fondamentale des premiers G.20 qui ont annoncé qu'on ne changerait absolument rien dans les principes et les modalités d'une organisation monétaire et financière qui venait de s'effondrer. Relance par la dette, transfert de la dette aux Etats et aux banques centrales, inondations de liquidités devaient permettre de passer le cap.

Huit ans après, l'ineptie de cette politique éclate à nouveau. De nombreuses banques sont au tapis comme la Deutsche Bank en Allemagne, Unicredito en Italie, Société Générale en France, sans parler de dizaines d'autres un peu partout.

Le discours ambiant est partout le même. Le monde a changé. Il faut s'adapter et remettre en cause les modèles sociaux trop généreux ou trop rigides. Il faut faire baisser le coût du travail.

Or il n'y a strictement aucun rapport entre un taux d'intérêt négatif qui conduit une banque gavée depuis 2007 de crédits douteux à des opérations spéculatives aventurées ouvrant la voie à une jolie faillite et le régime social des entreprises de production.

La finalité de l'économie reste évidemment de permettre une croissance globale de la prospérité et de garantir une amélioration des conditions de vie de tous.

L'organisation née à Bretton Woods avait aussi comme but de conforter la mise en place d'un "welfare state". L'analyse des travaux de cette conférence mythique montre que les congressistes avaient une trilogie en tête : ouverture libérale des marchés commerciaux ; cadre monétaire sain et empêchant les ajustements par la dépression ; cadre social garantissant une prospérité générale.

Depuis 71, le temps est à la destruction progressive des structures sociales, après avoir détruit le cadre monétaire sain.

Naturellement on ne peut considérer que "ruiner les riches" nationaux par l'impôt confiscatoire, en enrichissant les riches extranationaux, soit une politique sociale. Si les réformistes de la situation actuelle n'ont comme finalité qu'un libre échange débridée basée sur des circuits financiers déséquilibrés et des Etats tellement endettés qu'ils ne peuvent jouer leur rôle social, rien de bon ne sortira de la spirale de sottises consécutive. Nous l'avons écrit en 2008. Nous le répétons. La réforme doit porter d'abord et avant tout sur la gouvernance fautive du système monétaire et financier mondial, sur la correction de la rigidité coupable de la zone euro qui ne permet pas d'autre forme d'ajustement structurel que la déflation, et sur la correction des systèmes étatistes fondés sur la prédation fiscale et l'étouffement de la liberté contractuelle.

La campagne électorale française malheureusement, à droite comme à gauche, fait litière de toutes discussions sur la gouvernance mondiale et européenne. On se contente d'ajuster le modèle social français, dans l'hystérie fiscale à gauche, dans la promesse fiscale intenable à droite. Rien de bon ne peut sortir de ce schéma d'une débilite profonde.

Lorsque, dans une conférence de presse marquée par la complaisance des interviewers, le Président de la République Française, nerveux au point de dire parfois le contraire de ce qu'il entendait exprimer, se présente en réformateur acharné, et que sa dernière année de pouvoir sera consacrée à la baisse des charges sociales sur les salaires, on ne peut que lever les bras au ciel. Il n'y aura en fait aucune baisse mais un transfert sur d'autres que l'entreprise des charges en question qui demeurent inchangées voire aggravées faute d'une action réelle.

Les charges sociales financent la maladie, la retraite et le chômage. Toute la politique du gouvernement conduit à l'explosion de la dépense médicale dans le rationnement des soins. Le frein et l'accélérateur sont appuyés en même temps : gare aux dérapages ! Il n'y a rien à espérer sur le front de la dépense-maladie avec la généralisation du tiers payant. Le chômage fait l'objet d'un traitement statistique qui aggrave simplement les coûts. On ne touche pas à l'âge de la retraite. Résultats attendus : plus de dépenses, plus de pression fiscale, plus de dettes. Les entreprises, elles dépendent de la conjoncture mondiale qui s'abîme à toute vitesse, les derniers feux de la minuscule reprise de fin de cycle s'éteignant les uns après les autres.

Tout l'exercice est donc uniquement politicien et on aimerait qu'il ne soit que stérile. En fait il est catastrophique puisqu'il aggrave dette et fiscalité. Il ne débouche sur absolument rien d'utile. Le remaniement ministériel confirme cette vacuité avec l'intégration de personnalités lilliputiennes représentatives de chapelles ou d'un intérêt politicien minuscule en vue de la candidature nouvelle de François Hollande. On voit un président de conseil général réajustant sa majorité secouée par des dissensions de personnes et de clans et veillant à sa réélection. Pas un leader à la hauteur des enjeux français, européens et internationaux dans un moment dramatique.

Qui croit M. Ayrault, petit germaniste à la compétence professorale incertaine qui a montré sa dangereuse nullité comme premier ministre, capable d'une diplomatie économique de qualité ? Il n'est là qu'à but politicien, Hollande ne pouvant s'accommoder d'une fronde de ses propres amis. Comme il n'y a plus de diplomatie française, sur aucun terrain, voici donc un incapable à la tête d'un ministère régalien. On garde un président de conseil régional pour mener la guerre contre l'islamisme radical. Le choix de l'inconnu sinistre Urvoas, à la Justice, confirme que les Bretons sont

aux commandes régaliennes de la France. Le bonnet rouge remplacera-t-il le bonnet phrygien ? Ne parlons pas des écolos en rupture de ban venus là pour la gloire de pouvoir dire plus tard qu'ils ont été une fois ministre. On a troqué la qualité contre le nombre. Minable.

Il est des moments de l'histoire de France où l'esprit du temps et les pouvoirs politiques sont tellement en décalage avec les nécessités qu'on ne peut envisager que le pire.

Nous y sommes.

Cercle des Economistes e-toile